



Rapport détaillé

La réforme syndicale au Québec

Sondage auprès des Québécois·es

Rapport préparé pour:



Date : 15 / 10 / 2025
Projet : 11709-014



Contenu

1.	Approche méthodologique	3
2.	Résultats détaillés	5
3.	Profil des répondant·e·s	9
4.	Équipe	11

1

Approche méthodologique

Méthodologie

Contexte et objectifs	La Fédération canadienne de l’entreprise indépendante (FCEI) a mandaté Léger afin de réaliser un sondage auprès des Québécois-es dans le but de mesurer leurs perceptions concernant les syndicats au Québec.
Comment?	Léger a réalisé un sondage Web auprès de 1 022 répondant-e-s.
Qui?	Échantillon de 1 022 résident-e-s du Québec, âgé-e-s de 18 ans et plus et pouvant s’exprimer en français ou en anglais.
Quand?	Les données ont été collectées du 10 au 12 octobre 2025.
Pondération	Les résultats ont été pondérés selon l’âge, le genre, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d’enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population à l’étude.
Marge d’erreur	À titre indicatif, un échantillon probabiliste de 1 022 répondant-e-s aurait une marge d’erreur présumée de $\pm 3,07\%$, et ce 19 fois sur 20.

Notes

Différences significatives

Les nombres dans les tableaux en caractères **gras et rouges** indiquent une différence significative statistiquement inférieure par rapport au complément, alors que les nombres en caractères **gras et verts** indiquent une différence significative statistiquement supérieure par rapport au complément.

Les résultats présentant des différences significatives et pertinentes sont indiqués dans une zone de texte à côté de la présentation des résultats globaux.

NSP / Refus

La mention « NSP / Refus » qui apparaît dans le rapport se réfère à la mention « Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre ». Pour chacune des questions, le complément à 100% correspond à celle-ci.

Arrondissement des données

Les données présentées ont été arrondies. Par conséquent, il est possible que les totaux diffèrent légèrement de 100% ou de la somme des parties.

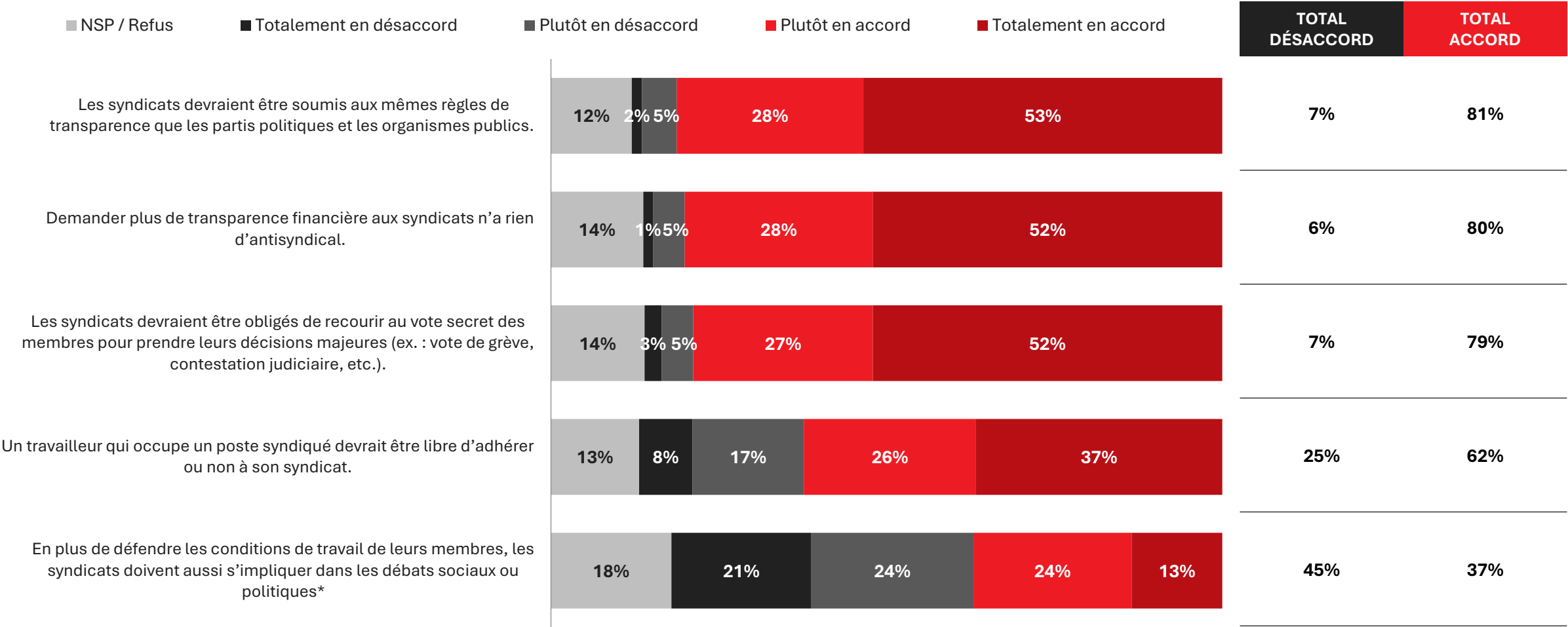
2

Résultats détaillés

Niveau d'accord sur divers arguments d'une future réforme syndicale au Québec (1/3)

Q1. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Base: L'ensemble des répondant·e·s (n=1 022)



*L'énoncé complet présenté aux répondant·e·s était le suivant : En plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats doivent aussi s'impliquer dans les débats sociaux ou politiques (par exemple, critiquer ou s'opposer à un parti politique lors de campagne électorale, contester des lois non directement liées aux relations de travail, etc.).

Niveau d'accord sur divers arguments d'une future réforme syndicale au Québec (2/3)

Q1. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Base: L'ensemble des répondant·e·s (n=1 022)

TOTAL EN ACCORD PRÉSENTÉ	Total	Genre		Âge			Région			Scolarité			Population active		Revenu familial				
		H	F	18-34	35-54	55+	MTL RMR	QC RMR	Autres	Prim. / Sec.	Coll.	Univ.	Oui	Non	<40k	40-59k	60-79k	80-99k	100k+
	n= 1 022	508	514	243	334	445	411	302	309	247	312	463	604	418	161	161	131	132	386
Les syndicats devraient être soumis aux mêmes règles de transparence que les partis politiques et les organismes publics.	81%	83%	80%	65%	81%	90%	79%	88%	83%	74%	85%	85%	82%	81%	70%	81%	85%	80%	87%
Demander plus de transparence financière aux syndicats n'a rien d'antisyndical.	80%	83%	77%	65%	79%	90%	78%	86%	81%	77%	79%	85%	80%	80%	71%	82%	85%	75%	85%
Les syndicats devraient être obligés de recourir au vote secret des membres pour prendre leurs décisions majeures (ex. : vote de grève, contestation judiciaire, etc.).	79%	81%	76%	68%	75%	88%	76%	87%	81%	74%	79%	83%	80%	77%	68%	83%	83%	71%	84%
Un travailleur qui occupe un poste syndiqué devrait être libre d'adhérer ou non à son syndicat.	62%	65%	60%	60%	62%	64%	62%	66%	62%	65%	65%	56%	63%	62%	72%	57%	56%	57%	65%
En plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats doivent aussi s'impliquer dans les débats sociaux ou politiques*	37%	41%	33%	46%	36%	33%	38%	30%	38%	34%	37%	40%	40%	33%	36%	43%	33%	34%	40%

*L'énoncé complet présenté aux répondant·e·s était le suivant : En plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats doivent aussi s'impliquer dans les débats sociaux ou politiques (par exemple, critiquer ou s'opposer à un parti politique lors de campagne électorale, contester des lois non directement liées aux relations de travail, etc.).

Niveau d'accord sur divers arguments d'une future réforme syndicale au Québec (3/3)

Q1. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Base: L'ensemble des répondant·e·s (n=1 022)

TOTAL EN DÉSACCORD PRÉSENTÉ	Total	Genre		Âge			Région			Scolarité			Population active		Revenu familial				
		H	F	18-34	35-54	55+	MTL RMR	QC RMR	Autres	Prim. / Sec.	Coll.	Univ.	Oui	Non	<40k	40-59k	60-79k	80-99k	100k+
	n= 1 022	508	514	243	334	445	411	302	309	247	312	463	604	418	161	161	131	132	386
En plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats doivent aussi s'impliquer dans les débats sociaux ou politiques*	45%	45%	45%	33%	41%	54%	43%	59%	44%	42%	46%	47%	44%	47%	39%	44%	48%	39%	49%
Un travailleur qui occupe un poste syndiqué devrait être libre d'adhérer ou non à son syndicat.	25%	25%	24%	25%	23%	26%	24%	26%	25%	20%	22%	34%	25%	25%	11%	30%	33%	25%	26%
Les syndicats devraient être obligés de recourir au vote secret des membres pour prendre leurs décisions majeures (ex. : vote de grève, contestation judiciaire, etc.).	7%	8%	6%	12%	7%	5%	7%	8%	7%	9%	6%	7%	8%	6%	12%	4%	7%	5%	8%
Les syndicats devraient être soumis aux mêmes règles de transparence que les partis politiques et les organismes publics.	7%	7%	6%	14%	6%	3%	6%	5%	8%	9%	6%	6%	8%	4%	6%	8%	6%	7%	7%
Demander plus de transparence financière aux syndicats n'a rien d'antisyndical.	6%	7%	6%	14%	6%	2%	6%	6%	6%	5%	7%	7%	8%	4%	7%	6%	3%	9%	7%

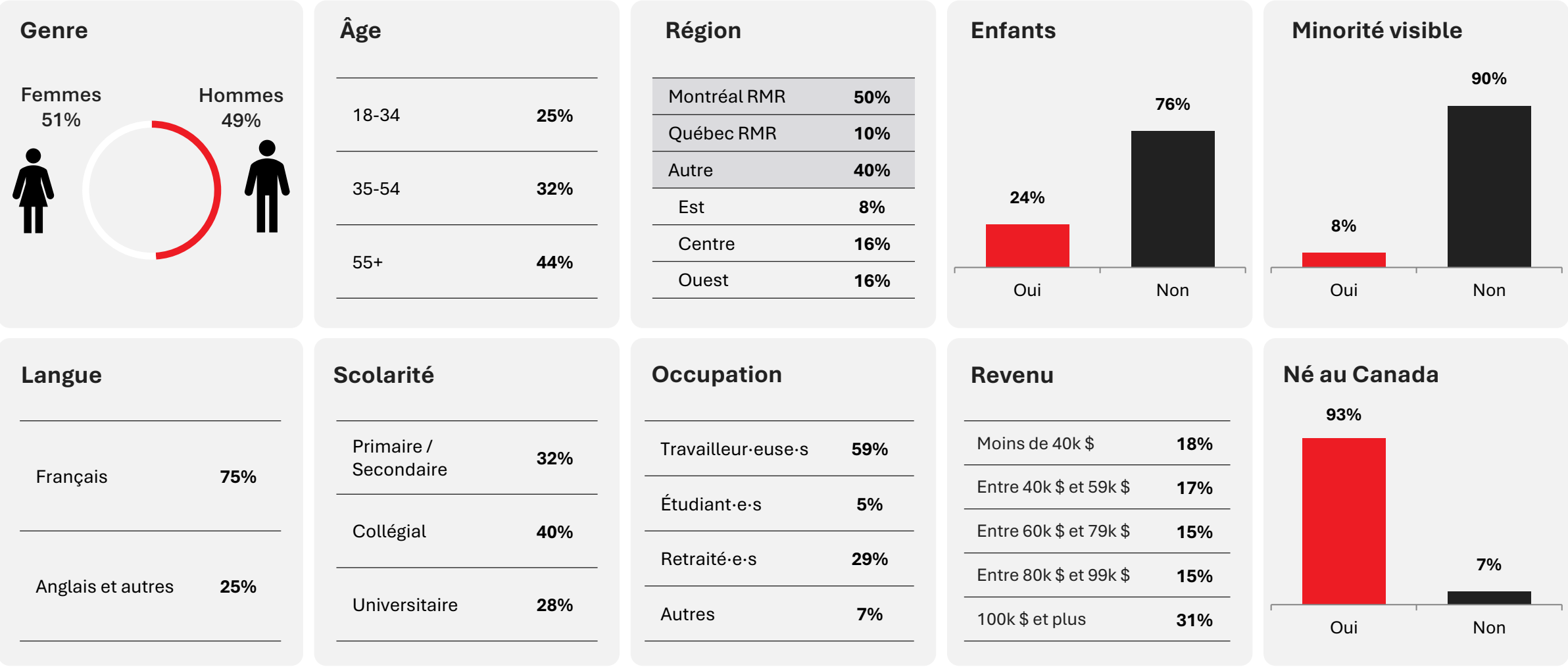
*L'énoncé complet présenté aux répondant·e·s était le suivant : En plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats doivent aussi s'impliquer dans les débats sociaux ou politiques (par exemple, critiquer ou s'opposer à un parti politique lors de campagne électorale, contester des lois non directement liées aux relations de travail, etc.).

3

Profil des répondant·e·s

Profil des répondant·e·s

Base n=1 022. Le profil a été pondéré.



Note : Pour chacune des catégories de profil, le complément à 100% correspond aux mentions « Ne sait pas » et « Refus ».

4

Équipe

Notre équipe

POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER →

Éric Normandeau

Stratège conseil, Affaires publiques et communications

enormandeau@leger360.com

514-982-2464

Marc-Etienne Laflamme

Analyste de recherche sénior, Affaires publiques et communications

melafamme@leger360.com

418-522-7467

Charles-William Taché

Coordonnateur de projets de recherche, Affaires publiques et communications

cwtache@leger360.com

418-522-7467



Nos services

Léger

Recherche marketing et sondages

Expérience client (CX)

Services de conseil stratégique et opérationnel pour l'expérience client

Léger Analytique (LEA)

Modélisation et analyse de données

Léger Opinion (LEO)

Gestion de panel

Communautés Léger

Gestion de communautés en ligne

Léger DGTL

Stratégie digitale et expérience utilisateur·trice

Recherche internationale

Worldwide Independent Network (WIN)

300

Employé·e·s

185

Consultant·e·s

8

Bureaux

MONTREAL | QUEBEC |
TORONTO | WINNIPEG
EDMONTON | CALGARY |
VANCOUVER | NEW YORK



L'intelligence des données

leger360.com